

## CONSEIL D'ADMINISTRATION Séance du 23 septembre 2025

Objet : Renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information statutaire pour la gestion des personnels des collectivités territoriales (BIP)

### **DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le mardi 23 septembre deux mil vingt-cinq à onze heures, le Conseil d'administration du Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région d'Ile-de-France, dûment convoqué le 17 septembre 2025, s'est réuni dans ses locaux 1, rue Lucienne Gérain à Pantin, sous la présidence de Monsieur Jacques Alain BENISTI.

Nombre d'administrateurs en exercice : 29

# Etaient présents

Monsieur Jacques Alain BENISTI Madame Sabrina ASSAYAG Madame Jacqueline BELHOMME Monsieur Fernand BERSON Monsieur Jean-Luc CADEDDU Madame Christine CERRIGONE Monsieur Patrick de la MARQUE Madame Catherine DESPRES Monsieur Bernard FOISY Madame Françoise KERN Monsieur Philippe LAUNAY Monsieur Anthony MANGIN Madame Aurore THIROUX

### Avaient donné procuration

Madame Nadège AZZAZ à Madame Françoise KERN Monsieur Yves COSCAS à Monsieur Bernard FOISY Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN à Monsieur Philippe LAUNAY Monsieur Quentin GESELL à Madame Christine CERRIGONE Monsieur Daniel GUERIN à Monsieur Anthony MANGIN Monsieur Philippe LAURENT à Monsieur Jacques Alain BENISTI

### Etaient absents et excusés :

Monsieur Belaïde BEDREDDINE Monsieur Pierre-Olivier CAREL Madame Marie CHAVANON Monsieur Jean-François DUFEU Monsieur Etienne FILLOL Madame Julie FOURNIER Monsieur Laurent LAFON Monsieur Frédéric MOLOSSI Monsieur Igor SEMO Monsieur Julien WEIL

Assistaient également à la réunion : M. Xavier BASTARD, directeur général, Monsieur Benoît HAUDIER, directeur général adjoint des concours, de la santé et de l'action sociale, Mme Louise HARGUINTEGUY directrice générale adjointe des affaires statutaires, juridiques et des organismes paritaires, M. Laurent SALLET, secrétaire général, M. Marc JOINOVICI, représentant de la Trésorerie Principale des Etablissements Publics Locaux de Paris



Objet : Renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information statutaire pour la gestion des personnels des collectivités territoriales (BIP)

Le Conseil d'administration,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L.113-2, L. 113-5 et L.122-4,

Vu la délibération n° 2001.57 du 29 novembre 2001 fixant par convention les conditions de mise à disposition de la banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales de la Cour des Comptes et des chambres régionales des comptes,

Vu la délibération n° 2004.46 du 25 novembre 2004 portant nouvelle convention pour l'accès à BIP (banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales) sur internet de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes,

Vu la délibération n° 2007.63 du 29 novembre 2007 portant nouvelle convention pour l'accès à BIP (banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales) sur internet de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes,

Vu la délibération n° 2010.63 du 29 novembre 201 0 portant renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales (BIP),

Vu la délibération n° 2011.40 du 20 juin 2011 approuvant un avenant à la convention annexée à la délibération no 2010.63 du 29 novembre 2010,

Vu la délibération n° 2013.54 du 23 septembre 2013 portant renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales (BIP),

Vu la délibération n° 2016.55 du 26 septembre 2016 portant renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales (BIP),

Vu la délibération n° 2019.48 du 24 septembre 2019 portant renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales (BIP),

Vu la délibération n° 2022.59 du 29 novembre 2022 portant renouvellement de la convention avec la Cour des comptes pour l'accès à la Banque d'information sur le personnel des collectivités territoriales (BIP),

Considérant d'une part que la convention souscrite par la Cour des comptes arrive à échéance et, d'autre part, que la Cour des comptes souhaite maintenir son accès à BIP et en permettre l'accès au réseau documentaire des chambres régionales des comptes,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1er: APPROUVE la convention pour l'accès à BIP avec la Cour des comptes d'une durée d'une année, renouvelable deux fois tacitement, pour un montant annuel de 1050 euros TTC.

Article 2 : AUTORISE le Président à signer la convention, ainsi que tout document ou avenant y afférent.

Le Président,

Jacques Alain BÉNISTI

\* Maire de Villiers-sur-Marne

auftrus de la Métropole du Grand Paris

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois auprès du tribunal administratif de Montreuil dès lors que la décision attaquée devient exécutoire. Il peut également faire l'objet au préalable d'un recours gracieux auprès de l'autorité compétente. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence gardé par l'autorité compétente vaut rejet implicite).